RESSOURCE – DELAIS MOYENS DE REGLEMENTS

Cette ressource se compose d’éléments concernant :

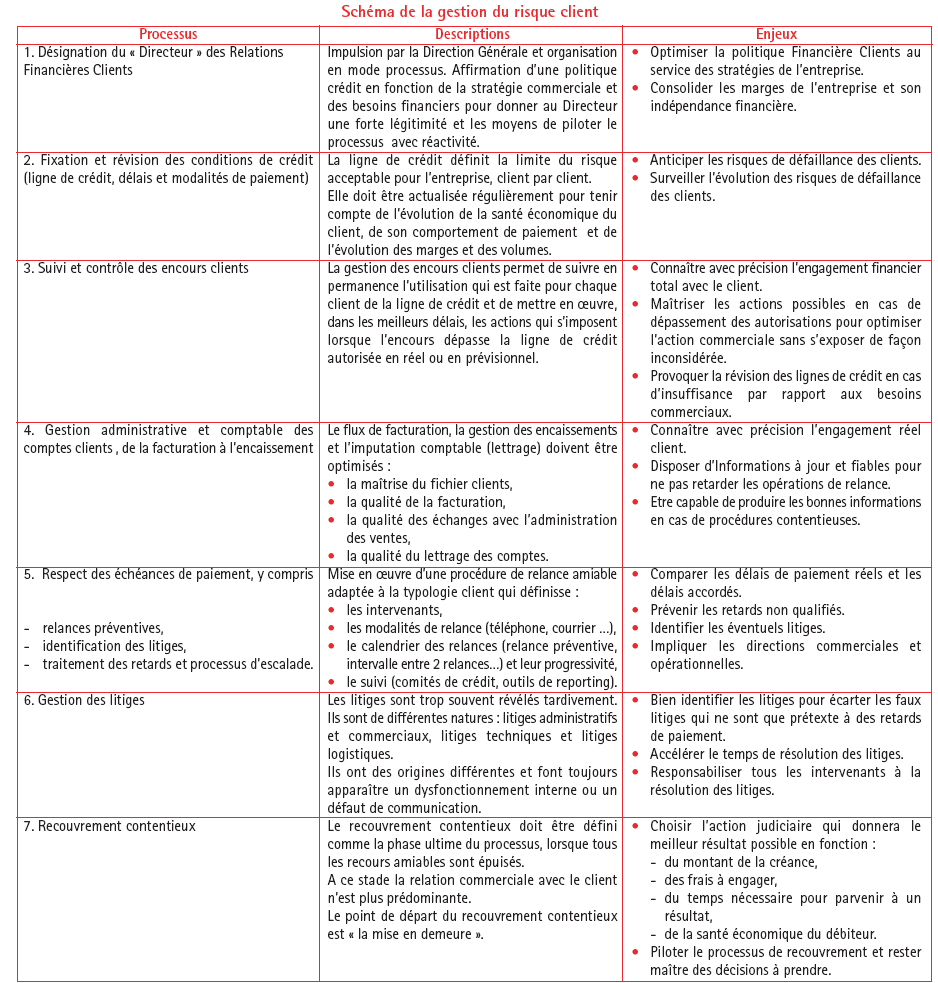
⇨ Schéma de la gestion du risque client ;

⇨ Le délai moyen des règlements clients ;

⇨ Le délai moyen des règlements fournisseurs ;

⇨ Les délais de paiement.

# Extrait des cahiers de l'Académie des Sciences et Techniques Comptables et Financières n° 19.



# Le délai moyen des règlements clients

|  |
| --- |
| **Le délai clients** correspond au **délai moyen d'encaissement des règlements des clients**, en tenant compte des délais eux-mêmes accordés par l'entreprise. Plus ce délai est important, plus la [trésorerie](http://www.lesclesdelabanque.com/Web/Cdb/Entrepreneurs/Content.nsf/LexiqueByTitleWeb/tr%C3%A9sorerie) peut se trouver fragilisée. L’entreprise est amenée à financer elle même ou par l'intermédiaire de sa [banque](http://www.lesclesdelabanque.com/Web/Cdb/Entrepreneurs/Content.nsf/LexiqueByTitleWeb/banque), son poste clients. |

**Le délai clients** se calcule selon la formule suivante :

**(Créances clients TTC / Chiffre d'affaires TTC) x 360 jours**

On peut calculer un délai clients (par trimestre, par mois), numérateur et dénominateur sont alors ramenés à la périodicité correspondante.

NB : Le délai clients est toujours exprimé en nombre de jours.

<http://www.netpme.fr/info-conseil-1/gestion-entreprise/comptabilite/fiche-conseil/40428-delai-moyen-encaissements-clients>

# Le délai moyen des règlements fournisseurs

Le délai fournisseurs se calcule selon la formule suivante :

**(Dettes fournisseurs TTC / Achats TTC + Services extérieurs TTC) x 360 jours.**

NB : Le délai fournisseurs est toujours exprimé en nombre de jours.

Les dettes fournisseurs figurant au numérateur sont égales à la moyenne des dettes observées à l’ouverture et à la clôture de l’exercice.

Cet indicateur exprime le nombre de jours de crédit qu'une entreprise obtient de ses fournisseurs.

<http://www.netpme.fr/info-conseil-1/gestion-entreprise/comptabilite/fiche-conseil/40426-delai-moyen-reglements-fournisseurs>

# Les délais de paiement

Extrait « Les cahiers de l’académie » – Ordre des Experts–Comptables

**Les délais de paiement**

La négociation des délais de paiement relève en principe de la liberté contractuelle, sous réserve des dispositions législatives ou règlementaires. Mais de plus en plus, les délais de paiement entre professionnels échappent au principe de liberté contractuelle. La loi de modernisation de l’économie (dite « LME », loi n°2008-776 du 4 août 2008) comporte diverses dispositions destinées à réduire les délais de paiement interentreprises à compter du 1er janvier 2009.

Aujourd’hui, les délais de paiement sont :

• soit fixés contractuellement par les parties dans les limites légales,

• soit imposés par la loi.

L’article L. 441-6 du Code de commerce prévoit en effet que le délai convenu entre les parties *(« tout acheteur de produits ou tout* *demandeur de prestations de services » et « tout producteur, prestataire de services, grossiste ou importateur »)* pour régler les sommes dues ne peut désormais dépasser 45 jours fin de mois ou soixante jours à compter de la date d’émission de la facture.

La loi laisse le choix aux parties contractantes entre les deux délais maximum précités ou de convenir d’un délai plus court. La DGCCRF comptabilise les 45 jours à compter de la date d’émission de la facture. La date limite de paiement intervient ensuite à la fin du mois civil au cours duquel expire ce délai. Il est aussi admis de comptabiliser en ajoutant 45 jours à la fin du mois d’émission de la facture conformément aux usages habituels. (cf. note d’information, DGCCRF n°2009-28 du 2 mars 2009)

La loi LME prévoit en outre la possibilité de conclure des accords interprofessionnels dérogatoires autorisant un créancier à accorder à son débiteur des délais plus longs.

Ces accords dits de « branche » doivent être homologués par décret du ministre de l’économie après avis de l’Autorité de la concurrence.

**Application : Il convient de distinguer selon que la facture est émise dans la première ou la seconde quinzaine du mois car le choix de la méthode de calcul aura une incidence sur le délai de paiement dont dispose en réalité le débiteur.**

